

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 21/10/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRENNTAG**

Zone d'activités Les Sauzets  
07340 Andance

Références : 20241018-RAP-DAEN0982  
Code AIOT : 0006102305

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement BRENNTAG implanté Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance. L'inspection a été annoncée le 17/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRENNTAG
- Zone d'activités Les Sauzets 07340 Andance
- Code AIOT : 0006102305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site de BRENNTAG est spécialisé dans le stockage, la formulation et le conditionnement de

produits chimiques. De par la quantité de produits stockés, il est classé Seveso seuil bas. Son activité est encadrée par l'arrêté préfectoral modifié du 17/01/2007.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
O1_2022 – Étanchéité réseau EU	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 4.2.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/12/2024
Entretien de la rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II, IV et VI	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024
Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/06/2025
Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 9.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Dès les prochains rejets aqueux
Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/03/2025
Traçabilité des déchets	Code de l'environnement, article R.541-43	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	01/07/2025
NC1_2024 – Aménagement du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30/11/2024

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Délais
NC2_2024 – Fiabilité des mesures	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/12/2024
NC3_2024 - Surveillance étanchéité bassin de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/03/2025
NC4_2024 - Protection individuelle	AP Complémentaire du 07/05/2021, article 8.5.4	/	Demande d'action corrective	31/03/2025
NC5_2024 - PMII MMRI pressostat cuve de Javel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
NC6_2024 – PMII cuve de Javel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/03/2025
NC8_2024 - Absence de la cuve de butyle glycol dans l'EDD	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/01/2025
NC9_2024 – Mauvais état de la cuve de LI et support de cuves de mélange	Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 8.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/11/2024

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
O2_2021 – Etanchéité bassin de rétention / absence de rejets EU	Autre	Susceptible de suites

Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
O5_2021 – Dimensionnement rétention S3	Arrêté Ministériel du 03/10/2010	Susceptible de suites
Quantités de LI/Javel sur site	Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 3	/
Equipement des points de mesures et de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	/
Moyens de secours contre l'incendie	AP Complémentaire du 07/05/2021, article 8.5.5	/
Equipements soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1 et 4-2	/
PMII capacités (réservoirs horizontaux)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	/
Sondes pH dans réseau EP zone acide/base petits contenants	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure d'étanchéifier la rétention n'est pas complètement respectée, car il manque des éléments justifiant de l'étanchéité des résines appliquées. Cependant, les travaux d'application des résines aux endroits stratégiques ont été réalisés.

La conception des installations de rejet des effluents aqueux ne permet pas le prélèvement d'échantillons représentatif ni des contrôles inopinés corrects. L'analyse de la DCO avant rejet est prévue mais n'a pas encore été mise en œuvre par l'exploitant.

Concernant le plan de modernisation des installations industrielles, les opérations de contrôle de la cuve de Javel sont correctement menées à des fréquences adéquates et selon le bon référentiel. Il conviendra toutefois de s'assurer de la traçabilité de la formation du personnel réalisant les visites de routine en interne. La formalisation du plan de surveillance devra être mise en place.

Cependant, l'entretien des supports de tuyauteries et de certaines tuyauteries des stockages de liquides inflammables et toxiques par inhalation fait défaut : une corrosion avancée a été constatée.

De plus, la présence de butyle glycol en vrac dans la cuvette des liquides inflammables n'est pas recensée dans l'étude de dangers de 2022. Cette substance, toxique par inhalation, peut être susceptible d'effets non pris en compte dans l'étude de dangers.

### 2-4) Fiches de constats

O2\_2021 – Étanchéité bassin de rétention / absence de rejets EU

**Référence réglementaire :** Autre du 02/02/2021, article /

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux de surface
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  O2_2021 Les eaux industrielles (environ 1 m <sup>3</sup> /jour) sont dirigées vers le bassin de rétention. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer l'absence de rejets au milieu naturel. L'exploitant doit justifier de l'étanchéité de la bâche du bassin de rétention et analysera les causes de l'absence de rejet depuis plusieurs années. Délai : 30/04/2021
<b>Constats :</b>  <b>Constats précédents</b> Une vérification de l'étanchéité de la bâche a été faite et aucune anomalie n'a été détectée. La fuite est située potentiellement au niveau de la communication avec l'évacuation du bassin (connexion entre la bâche et le socle béton). Par courrier du 08/09/2021, l'exploitant a transmis le plan d'actions (suppression de la communication avec le milieu par étanchéification complète de la bâche du bassin) et le devis associé non validé.  Lors de la visite du 04/02/2022, l'inspection a constaté que les travaux de suppression de la connexion entre la bâche et le socle béton n'ont pas été menés. Aucun devis validé n'a été présenté. La rétention est peu remplie malgré les eaux pluviales et les eaux de procédés.  <b>Constats du 10/10/2024</b> La zone d'évacuation du bassin a été étanchée par une bâche. La vidange est faite via une canne plongeante dans le bassin avec une pompe immergée. L'inspection n'a pas constaté de défaut visible sur la bâche. L'exploitant a répondu à la demande.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

O5\_2021 – Dimensionnement rétention S3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2022</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>O5_2021</p> <p>Les écoulements de liquides inflammables de la zone S4 Ouest et S2 Est semblent être dirigés vers la rétention S3.</p> <p>Il convient que l'exploitant justifie du dimensionnement de la rétention S3 et informe l'inspection de ce dimensionnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats précédents</b></p> <p>Par courrier du 23/03/2021, l'exploitant détaille que le volume de la rétention en zone S3 est de 65 m<sup>3</sup>. Il précise qu'avec le déclenchement des obturateurs, le volume est porté à 90 m<sup>3</sup> et l'autorise donc au stockage de 180 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'inspection ne considère pas que le déclenchement des obturateurs puissent être pris en compte pour des stockages fixes.</p> <p><b>Constats</b></p> <p>Les quantités de liquides inflammables ont nettement diminué. Le sujet est devenu sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### O1\_2022 – Étanchéité réseau EU

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 4.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 04/02/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2022</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de [les réseaux de collecte des effluents] leur bon état et de leur étanchéité.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats précédents</b></p> <p>La pollution au chloroforme en Pz1 amont est non identifiée. Une enquête a été menée auprès des voisins en amont et ils n'emploient pas de produits chlorés selon leur déclaration.</p> <p>L'exploitant indique avoir fait contrôler l'étanchéité des réseaux d'eaux pluviales récemment et qu'il n'y a pas d'anomalie. Cependant, le réseau d'eaux usées vers la station interne de traitement des eaux n'a pu être contrôlé du fait de sa configuration.</p> <p><b>Demande :</b> Il convient que l'exploitant s'assure de l'étanchéité des réseaux d'eaux usées afin s'affranchir de cette piste pouvant être à l'origine d'une pollution de la nappe. L'inspection prend note que cette piste s'avère peu probable considérant que le piézomètre Pz1 est situé à environ 25</p>

m en amont hydraulique mais elle ne peut être écartée si la nappe a un changement de sens ponctuel.

#### **Constats lors de la visite du 10/10/2024**

Par courriel du 16/12/2022, l'exploitant a transmis le contrôle des réseaux de 2018, réalisé par Propompage et le devis des réparations de l'entreprise Mounard Travaux Publics. Par courriel du 05/01/2023, l'exploitant a transmis la facture de réalisation des travaux en 2020.

L'exploitant indique que la pollution en chloroforme au PZ1 est peut-être due à la présence de la station de traitement des effluents dans cette zone. Le chloroforme proviendrait de la décomposition de l'eau de Javel. La refonte de la station de traitement est prévue pour fin 2024.

Il n'est pas prévu de modification du réseau enterré actuel pour la mise en service de la station de traitement.

Concernant la fréquence de vérification de l'étanchéité des réseaux, l'exploitant indique que des discussions en interne sont en cours. Il serait prévu un contrôle caméra des réseaux d'eaux industrielles tous les 5 ans et des eaux pluviales tous les 10 ans. Ces contrôles seront prévus dans la GMAO

Les mesures sur le Pz1bis (nouveau pézomètre amont) en novembre 2023 et mai 2024 indiquent toujours un faible impact en chloroforme (0.5 mg/L en mai 2024).

Il convient d'attendre la mise en service de la nouvelle station de traitement pour pouvoir se prononcer sur l'efficacité des mesures prises.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra informer l'inspection de la mise en service de la nouvelle station de traitement d'ici le 31/12/2024.

Considérant que l'ordre de grandeur de la fréquence de contrôle de l'étanchéité des réseaux pour les eaux industrielles prévu est de 5 ans et que le dernier contrôle date de 2018, l'exploitant transmettra le rapport de contrôle de l'étanchéité des réseaux d'eaux industrielles d'ici le 30/06/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

#### **N° 4 : Entretien de la rétention des produits chimiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II, IV et VI

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rétention

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024



**Prescription contrôlée :**

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses [respectent également ces prescriptions]. À défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.

**IV. - Dispositions spécifiques aux rétentions déportées.**

Dans le cas d'une rétention déportée, chaque stockage est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée. (...)Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés.

**Constats :****Constats précédents**

Par arrêté préfectoral n°07-2023-05-31-00002 du 31 mai 2023, la société BRENNTAG a été mise en demeure de mettre en place un revêtement étanche et résistant à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis au niveau de (1) toutes les rétentions des cuves aériennes de la zone chimie minérale, (2) de l'aire de dépotage de la zone chimie minérale et (3) de la zone de manipulation et conditionnement de produits chimiques sous auvent de la zone chimie minérale.

Sur demande de l'Inspection, l'exploitant a transmis en décembre 2023 les justificatifs de commandes pour la réfection des différentes zones, les factures associées au nettoyage des rétentions, à la reprise des sols et à l'application de résines ainsi que les fiches techniques des deux types de revêtement appliqués. Le revêtement UCRETE UD 200 est appliqué sur la zone de conditionnement (zone 3) du fait de l'utilisation de chariots dans cet espace nécessitant une résistance mécanique renforcée. Le revêtement SIKACOR est appliqué pour les rétentions des stockages vrac (zone 1) et la zone de dépotage (zone 2).

L'exploitant n'a ni informé l'inspection lors de ces échanges des difficultés liées aux conditions météo (pluie et température en dessous de 12°C la nuit) ne permettant pas d'appliquer la résine, ni sollicité de délai supplémentaire pour le respect de la mise en demeure.

L'exploitant a présenté lors de l'inspection un mail de la société en charge de l'application des systèmes de revêtement en date du 22 mars 2024 faisant état de l'avancement de la mise en place de ces derniers : zone (3) réalisée à 99 %, zone (2) réalisée à 90 %, zone (1) - seule la première couche de résine sablée a été réalisée. La société indique qu'il reste 2 à 3 semaines de travail.

Lors de la visite des installations, il a en effet été constaté :

- au niveau de la zone 1, que la maçonnerie avait été reprise afin de faciliter l'application du revêtement et une paroi ajoutée afin de séparer des acides et des bases, que le revêtement a été poncé au sol et sur une partie des murs. L'exploitant a indiqué qu'une première couche de résine vinyl ester a été appliquée. Celle-ci est non visible à l'œil nu, à l'exception d'une zone où un écaillage est constaté. D'après la fiche technique du fournisseur, l'épaisseur d'application est de 0,7 mm. Le renfort en mat de verre et les couches de saturation et de finition n'ont toutefois pas encore été appliquées du fait des conditions météorologiques ne permettant pas l'application (pluie et température trop faible). L'exploitant a affirmé lors de l'inspection que la première couche suffisait à garantir une étanchéité.

- au niveau de la zone 2, qu'une couche de renfort en mat de verre a bien été appliquée, qu'il reste toutefois des zones au niveau notamment des angles où des reprises doivent encore être effectuées. L'exploitant a indiqué que ce revêtement a été installé à l'automne 2023. Il n'a pas pu être vérifié visuellement que l'application des deux dernières couches prévues dans la fiche technique (couche de saturation et de finition) ait été réalisée (non visible à l'œil nu). La zone de dépotage est toutefois utilisée dans l'exploitation régulière du site et des traces de décoloration due à la sollicitation de la zone sont déjà visibles.

- au niveau de la zone 3, que le nouveau revêtement est en place au sol mais qu'il ne remonte pas au niveau des murs. Des opérateurs étaient en train de travailler au niveau de cette zone lors de la visite. Par conséquent, un contrôle visuel approfondi du revêtement n'a pas pu être effectué.

Les travaux de mise en conformité des revêtements des 3 zones ne sont pas finis. L'exploitant le justifie par les conditions météorologiques n'ayant pas permis l'application des revêtements prévus. La mise en demeure du 31 mai 2023 ne peut être levée.

Par courrier du 11/07/2024, l'exploitant indique que les travaux sont en phase de finition mais que les rétentions sont déjà étanches. Par courrier du 22/08/2024, l'exploitant indique qu'il transmettra les justificatifs dès que les travaux seront finis.

#### **Constats lors de la visite du 10/10/2024**

L'exploitant indique que les derniers travaux ont eu lieu mi-septembre 2024. Il a présenté le dossier des ouvrages exécutés (DOE) de la société TSI RESINE qui lui a été transmis le 07/10/2024. Le DOE n'est pas daté. Il indique que 2 couches de résines vinylester avec une remontée de 40 cm ont été mises en place sur les cuvettes de rétention de la zone minérale, les puisards, les socles, les sols, les murs intérieurs et périphériques des rétentions. L'exploitant indique que toute la rétention n'a pas été étanchée avec la résine car en cas d'épandage massif, le béton résisterait le temps du pompage de la rétention.

Les zones de chargement/déchargement et de conditionnement sont revêtues d'une résine UCRETE, plus résistante à l'abrasion et aux chocs (sols et plinthes).

L'inspection a constaté la présence des résines aux endroits adéquats. Cependant, au niveau du poste de dépotage de la zone minérale, seule la partie sous les bouches de dépotage est revêtue. La partie sous le pont bascule n'est pas résinée. L'exploitant indique que le pont bascule va être refait en 2025 et que la résine sera mise en place à cet endroit.

Le DOE ne mentionne pas d'engagement sur l'étanchéité des résines employées. La mise en demeure ne peut être levée.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit justifier de l'étanchéité des résines appliquées aux produits susceptibles d'être contenus d'ici le 30/11/2024. Il n'est pas proposé de sanction car les travaux ont bien été réalisés aux endroits les plus stratégiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant

#### Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p><b>Constats précédents</b></p> <p>L'exploitant a présenté un schéma des réseaux dans sa version « TOP 4 » de mars 2022. Les différents réseaux représentés sur celui-ci ont été passés en revue lors de l'inspection. Des portions du réseau d'eaux pluviales de la zone acide et basique ainsi que les 2 vannes d'isolement asservies au pH manquent. De plus, le réseau d'eaux usées domestiques ne correspond pas au fonctionnement actuel et nécessite d'être mis à jour.</p> <p>Demande n°2 : L'exploitant met à jour, sous un mois, son schéma des réseaux. Il s'assure que l'ensemble des portions du réseau sont bien représentées ainsi que les différents organes (station de neutralisation, vannes d'isolement, regard...). Les sens d'écoulement pourraient utilement être ajoutés ainsi que les points de sortie des effluents.</p> <p><b>Constats lors de la visite du 10/10/2024</b></p> <p>Par courriel du 13/05/2024, l'exploitant a transmis la version TOP 6 de mai 2024 du plan des réseaux. Celui-ci fait apparaître les vannes d'isolement asservies au pH. La légende ne correspond pas aux réseaux (eaux usées dirigées vers le bassin de rétention, eaux issues de la station de traitement indiquées en eaux pluviales, réseau rose non identifié).</p> <p>Les eaux domestiques ne sont pas mentionnées. Le réseau "solvants chlorées" ne correspond pas à la réalité selon les déclarations du chef de dépôt (elles sont dirigées vers une cuve enterrée, pas connexion au réseau d'eaux pluviales)</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit mettre à jour et compléter son schéma des réseaux d'ici le 30/06/2025 en tenant compte des remarques et de la future station de traitement
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Respect des périodicités minimales de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2007, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 25/03/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 9.2.3 - Surveillance des eaux résiduaires</p> <p>- un contrôle des eaux résiduaires du bassin de confinement sera effectué par l'exploitant, avant tout rejet dans le réseau d'eaux usées de la zone industrielle (mise à niveau bas du bassin). Ces analyses porteront sur les paramètres suivants : pH, volume rejeté, DCO</p> <p>- un contrôle (inopiné) pourra être exigé à la demande de l'inspection sur le rejet de ces eaux résiduaires. Il devra être effectué par un organisme dont le choix sera soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées. Les paramètres de contrôle sont ceux visés à l'article 4.3.5 du présent arrêté</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats précédents</b></p> <p>L'exploitant a indiqué réaliser un contrôle au papier pH avant rejet des eaux résiduaires du bassin de confinement dans le réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle. Ce contrôle et les dates de rejet ne sont pas tracés.</p> <p>De plus, le volume rejeté et la DCO ne sont pas contrôlés non plus, contrairement aux dispositions de l'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral du 17/01/2007. L'exploitant a transmis après l'inspection un projet de fiche de gestion du bassin, prévoyant un contrôle du pH avant chaque rejet et son enregistrement dans la GMAO. Les modalités de suivi et d'enregistrement du volume rejeté et de la DCO ne sont pas décrites.</p> <p>Demande n°3 : L'exploitant met en place un contrôle du volume rejeté et de la DCO à chaque rejet des eaux résiduaires du bassin de confinement vers le réseau d'eaux pluviales de la zone d'activité et la traçabilité associée, et ce dès le prochain rejet. Il transmet les justificatifs associés (organisation mise en place et exemple sur le premier rejet) à l'inspection des installations classées.</p>

**Constats lors de la visite du 10/10/2024**

Par courriel du 22/08/2024, l'exploitant a répondu « Le compteur a été installé au début du mois de juillet. Lors du premier rejet, il a été bloqué par des particules présentes dans l'eau (feuilles). Une solution technique est actuellement à l'étude pour remédier à cette situation. En attendant, nous assurons un suivi horaire de nos rejets en tenant compte du débit de notre pompe. Depuis, nous avons rejeté en moyenne 30 m<sup>3</sup>. »

L'inspection a constaté la présence du nouveau débitmètre installé depuis 15 jours. L'exploitant a indiqué avoir très récemment acquis du matériel pour analyser la DCO (fin septembre 2024). Le test du débitmètre a été réalisé le 18/10/2024 (rejet de 2 m<sup>3</sup>), le pH mesuré était à 8,4 et la DCO n'a pas été analysée. Il indique que le volume journalier d'effluents est d'environ 1 m<sup>3</sup>.

L'exploitant a présenté un tableau de suivi des rejets.

L'exploitant indique avoir prévu un dispositif de recirculation avec une pompe en cas de pH non conforme des eaux du bassin (ajustement du pH dans le bassin de rétention possible).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit analyser systématiquement le volume rejeté et la DCO lors du rejet des eaux industrielles issues du bassin de rétention.

Il convient que l'exploitant transmette les résultats d'analyse des effluents de chaque rejet dans GIDAF une fois par mois, le temps que la situation devienne conforme.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/05/2024

**Prescription contrôlée :**

Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :****Constats précédents**

Le contrôle inopiné des effluents du bassin de confinement du 4 décembre 2023 a identifié des non-conformités :

- sur le pH (10,3 au lieu de 8,5)
- sur la concentration en phosphore total (18 mg/L au lieu de 10 mg/L)

Un plan d'action de remédiation à ces non-conformités a été demandé à l'exploitant par l'inspection des installations classées à la réception des résultats en janvier 2024.

En réponse à cette demande, l'exploitant a indiqué qu'un renforcement de l'autosurveillance allait être mis en place pour s'assurer du retour à la normale.

Lors de l'inspection, il a été indiqué qu'il a été considéré que les résultats du contrôle inopiné étaient erronés. Par conséquent, aucune recherche de cause n'a été menée et aucun renforcement de surveillance n'a été réalisé (cf fiche de constat précédente), contrairement à ce qui a été annoncé.

Aucun échantillon n'a été récupéré par l'exploitant lors du contrôle inopiné pour une contre analyse. Par conséquent, la remise en question des résultats du contrôle inopiné ne peut être démontrée. Un nouveau contrôle inopiné est planifié en 2024.

Le fonctionnement de la station de neutralisation des effluents de la zone minérale a été expliqué. Celui-ci s'effectue dans une fosse enterrée non accessible. Il n'y a pas de séparation des effluents acides et basiques qui rejoignent tous gravitairement la fosse. Une pompe peut être activée pour faire recirculer les effluents dans la fosse afin d'assurer leur homogénéisation. La fosse a été curée pour la dernière fois en 2021. La régulation s'effectue manuellement par le chef de dépôt par ajout d'acide ou de base issues des stockages directement au sol dans la zone de conditionnement afin qu'elles rejoignent par gravité la fosse enterrée. En fonction des cas, de la soude est utilisée pour relever le pH ou de l'acide phosphorique pour abaisser le pH. Il ne s'agit pas de produits dédiés à la neutralisation et le dosage est fait approximativement, à l'expérience, par le chef de dépôt.

L'exploitant a indiqué qu'une refonte complète de la station de neutralisation était prévue, que l'investissement avait été validé et que la commande devrait être lancée sous peu. Le devis a été présenté lors de l'inspection. Une séparation des effluents acide et basique est prévue avec la mise en place de stockage tampon. Une régulation pH par automate sera mise en place à l'aide de produits dédiés.

Une mise en service est attendue pour la fin de l'année 2024.

Demande n°4 : L'exploitant fournit sous un mois un plan d'actions assorti d'échéances visant à remédier aux non-conformités relevées, basé sur une analyse des causes. Dans ce cadre, il s'engage sur un délai de réfection de sa station de neutralisation.

D'ici le retour à la conformité des rejets, il renforce son autosurveillance en contrôlant avant chaque rejet, a minima, les paramètres pH et phosphore.

#### **Contrôle inopiné du 05/06/2024**

Il n'y avait pas de rejet prévu lors du contrôle inopiné des rejets aqueux du 05/06/2024. L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de visite préalable du laboratoire DEKRA. Seul un prélèvement, sans rejet a été réalisé dans le bassin de rétention. Il y a donc des concentrations mais pas de flux. Le contrôle n'est donc pas valide.

**Constats lors de la visite du 10/10/2024**

L'exploitant s'est engagé à mettre en service la station de traitement pour fin 2024. 3 cuves de traitement sont présentes sur site mais non installée.

Il est prévu de mettre 3 cuves de collecte des effluents en polypropylène de 1,5 m<sup>3</sup> chacune dans la partie enterrée actuelle (séparation des effluents acides, basiques et ISOVER). Un des grands bassins actuel sera conservé pour les cas accidentels (environ 20 m<sup>3</sup>). En surface, il est prévu 2 cuves de traitement par petits batchs. Le traitement prévu est le bisulfite de sodium pour la minéralisation du chlore libre pour les effluents basiques puis la neutralisation des effluents (mélange des effluents basiques et acides dans un premier temps puis ajout d'acide/base par pompes doseuses pour compléter au besoin). Les effluents de rinçage des postes de dépotage seront traités par la future station.

Pendant la période de chantier, il est prévu que les effluents soient stockés dans une cuve de mélange et que la réception de produits dans la zone minérale soit très limitée. Les effluents stockés seront traités une fois la nouvelle station mise en service.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un contrôle inopiné doit être à nouveau mené d'ici le 31/03/2025. Une visite préalable du laboratoire devra être réalisée afin que le contrôle puisse être fait dans de bonnes conditions. Un planning des rejets devra être établi afin que le laboratoire puisse intervenir un jour où des rejets sont réalisés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Traçabilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article R.541-43

**Thème(s) :** Produits chimiques, Émulseurs PFAS

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 25/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 15/07/2024

**Prescription contrôlée :**

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

[...]

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette

transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. [...]

#### **Constats :**

##### Constats précédents

Une analyse des 20 PFAS de la directive EDCH a été réalisée au niveau des eaux du bassin de confinement.

Celle-ci met en évidence la présence de deux PFAS : le PFBA et le PFOS à des concentrations de 0,37 µg/L et 0,032 µg/L.

Une nouvelle analyse des 20 PFAS est prévue lors du contrôle inopiné 2024 pour confirmer ces teneurs.

Au vu des investigations menées à l'issue de ces résultats, l'exploitant a précisé dans un courrier du 31 mars 2023 supposer que ces PFAS proviendraient de l'émulseur utilisé pour la protection incendie de la zone solvant. Il est présent dans 4 fûts sur le site, d'une contenance totale de 600 litres. L'étiquetage relevé en inspection indique qu'il s'agit du SFPM 6/6 - émulseur polyvalent synthétique filmogène (AFF-AR) à hautes performances pour feux d'hydrocarbures et de produits chimiques polaires, fabriqué en mars 2006. L'étiquette des deux fûts contrôlés lors de la visite présentait un ancien format de pictogramme (irritant phrase R26 et S26) et ne comporte pas l'ensemble de l'étiquetage réglementaire requis.

Une fois par an depuis 2016, l'émulseur était testé en réel lors de test sur site afin de vérifier son efficacité (foisonnement) et l'absence de dégradation de ses caractéristiques physico-chimiques. À l'issue de ces tests, les eaux chargées en émulseur rejoignaient le bassin de confinement.

Par courrier du 31 mars 2023, l'exploitant s'est engagé à ne plus utiliser ces émulseurs pour des tests, formation ou exercice POI, conformément au règlement (UE) 2019/1021. Lors de la visite, il a été constaté sur 2 fûts d'émulseur une affiche indiquant cette interdiction.

Concernant les mousses anti-incendie à la vente / utilisées, il est rappelé que :- Le règlement 757/2010 sur le PFOS. Les mousses anti-incendie qui contiennent des PFOS sont interdites à la vente et à l'utilisation depuis le 27 juin 2011.

- Le règlement 2017/1000 (PFOA ou C8). Les mélanges de concentrés de mousse anti-incendie (qui contiennent des PFOA) mis sur le marché avant le 4 juillet 2020 qui doivent être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousse anti-incendie doivent être inférieures à 25 µg/l de PFOA. Les émulseurs mis sur le marché après cette date ne doivent pas contenir de PFOA (au-dessus du seuil).

- Le règlement 2020/784 (PFOA ou C8). Par dérogation, l'utilisation du PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie sous réserve des conditions suivantes:a) Il ne doit pas être utilisé pour la formation.b) Il ne doit pas être utilisé pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus.c) à partir du 1er janvier 2023, l'utilisation de mousses anti incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA n'est autorisé que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets. Après cette date, ils seront interdits sur tous les sites.

- La restriction applicable aux C9-C14 PFCA, linéaires et ramifiés, y compris leurs sels et leurs combinaisons et les substances apparentés (entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH) : par dérogation aux prescriptions générales de la restriction, l'utilisation de ces substances dans les mousses anti-incendie, est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, uniquement sur des feux de classe B, avec des conditions particulières suivantes :a) Il ne doit pas être utilisé pour la formation.b) Il ne doit pas être utilisé pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus.c) à partir du 1er janvier 2023, l'utilisation de mousses anti incendie contenant ou pouvant contenir ces substances n'est autorisé que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets. Après cette date ils seront interdits sur tous les sites.d) les stocks de mousses sont éliminés conformément à l'article 5 du



#### règlement POP

- Le projet de restriction applicable aux PFHxA, ses sels et substances apparentées prévoit des prescriptions aux mousses et concentrés de mousses contenant ces substances. Il a obtenu un avis favorable lors du Comité REACH du 29/02/2024. Le projet de règlement va maintenant être soumis à un examen de trois mois par le parlement européen et le Conseil, avant d'être adopté par la Commission.

D'autre part, le règlement 2022/2400 (dit règlement « POP ») met à jour les annexes IV et V du règlement POP qui déterminent comment les déchets contenant des POP sont traités, notamment s'ils peuvent être recyclés ou doivent être détruits. En particulier, il ajoute les substances suivantes, avec leurs limites de concentration :- l'acide perfluorooctanoïque (PFOA), ses sels et les composés apparentés au PFOA,- l'acide perfluorohexane sulfonique (PFHxS)Le règlement est applicable depuis le 10 juin 2023.Les limites de l'annexe IV du règlement POP sont de 1 mg/kg en « PFOA et ses sels » et de 40 mg/kg en « somme des composés apparentés au PFOA ».

Demande n°5 : L'exploitant transmet, sous 1 mois, la FDS de l'émulseur utilisé et reprend, sous 1 mois, l'étiquetage non conforme des fûts de SFPM 6/6 présents sur le site.

Demande n°6 : L'exploitant se positionne, sous 3 mois, sur les teneurs en PFOS, PFOA, PFHxS, PFCA et les PFHxA de son émulseur en transmettant à l'inspection une attestation fournisseur ou des résultats d'analyse.

En fonction de ce positionnement, il veillera à prendre les dispositions appropriées immédiatement ou lors de l'élimination (déchets « POP » ou non) et du remplacement de cet émulseur.

#### Constats lors de la visite du 10/10/2024

Par courriel du 10/04/2024, l'exploitant a transmis la FDS de l'émulseur SFPM 6/6. Il transmet par courrier du 13/05/2024 des photos de l'étiquetage des fûts d'émulseurs. L'exploitant a répondu à la demande n°5 de la visite du 25/03/2024.

Par courrier du 11/07/2024, l'exploitant indique ne pas avoir pu récupérer d'attestation de conformité auprès de son fournisseur d'émulseur car ce dernier a été produit en 2015. La FDS mentionne la présence de tensioactifs fluoroalkylés incluant des PFAS, sans mention des concentrations. L'exploitant s'engage à remplacer ses émulseurs d'ici le 01/07/2025 et de ne pas les utiliser, sauf en cas d'urgence.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les émulseurs sont encore sur site mais mis à l'écart. Leur utilisation n'est prévue qu'en cas d'urgence. L'élimination est prévue pour le 01/07/2025.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier de l'élimination des émulseurs contenant des PFAS, tel qu'il s'y est engagé, d'ici le 01/07/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Quantités de LI/Javel sur site

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 3

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Prescription contrôlée :**

4331 (NC) Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 50 t

Quantité totale susceptible d'être présente = 49 t

4734-2 (NC) Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant Pour les autres stockages inférieure à 50 t au total

Quantité totale susceptible d'être présente = 49 t

4510-1 (A) : Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t

Quantité totale susceptible d'être présente = 180 t

4741 : Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400].

La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :

1. Supérieure ou égale à 200 t (A)

2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 200 t (D)

**Constats :**

Non communicable au public

**Type de suites proposées :** Sans suite

NC1\_2024 – Aménagement du point de prélèvement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention

d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  La canalisation de rejet d'effluent ne dispose pas d'un point de prélèvement d'échantillons et de point de mesure de débits implanté dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit aménager un point de prélèvement d'échantillons des rejets aqueux et de point de mesure implanté dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives. Un plan d'actions est transmis d'ici le 30/11/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30/11/2024

#### Équipement des points de mesures et de prélèvements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.
<b>Constats :</b>  Un débitmètre est mis en place (index = 2 m <sup>3</sup> ) sur la tuyauterie débouchant vers le réseau. Il n'y a pas de dispositif de prélèvement de rejet aqueux ni de point de prélèvement représentatif. (cf NC1_2024)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. [...]</p> <p>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p>Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, permet une représentation statistique de l'évolution du paramètre.</p> <p>Toutefois, l'exploitant peut prévoir des méthodes autres que les méthodes normalisées de référence lorsque les résultats obtenus sont équivalents. De même, il peut prévoir le remplacement de certaines mesures de surveillance par le suivi en continu d'un paramètre représentatif du polluant ou par toute autre méthode équivalente. Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées conformément à une procédure définie par l'exploitant. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p>IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.</p> <p>Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p> <p>L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la fiche réflexe de gestion du bassin de rétention FREXPAND163/01 révisée le 03/10/2024. Elle prévoit des analyses avant chaque rejet.</p> <p>Les modalités de prélèvements sont succinctes (volume prélevé uniquement). Il n'est pas précisé le point de prélèvement ni le matériel utilisé pour cela. Pour les analyses, la méthode d'analyse normalisée pour la DCO et le pH n'est pas précisée et le mode opératoire à suivre non indiqué.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit établir une procédure de prélèvement/analyses des rejets aqueux conforme aux dispositions du guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement (version février 2018) d'ici le 31/12/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 31/12/2024</p>

#### NC3\_2024 - Surveillance étanchéité bassin de rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B. L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. [...]</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bassin de rétention est une barrière de sécurité permettant de manière passive de retenir des eaux d'incendie.</p> <p>L'exploitant indique qu'une vidange complète du bassin de rétention a été réalisée en 2021 (nettoyage, réparation). Il ne dispose pas de procédure pour cela et aucune programmation d'entretien/surveillance de l'étanchéité du bassin n'est prévue dans la GMAO.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit établir une procédure d'entretien et de vérification du bassin de rétention d'ici le 31/03/2025. Une vérification complète doit également être réalisée sous ce même délai. Le rapport de contrôle devra être transmis à l'inspection d'ici le 31/03/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>

NC4\_2024 - Protection individuelle

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/05/2021, article 8.5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de lessive de soude

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels. L'installation disposera d'un poste de premiers secours permettant d'intervenir rapidement en cas d'accident. Les risques de toxicité par inhalation d'aérosols peuvent conduire à des " lésions caustiques " des voies respiratoires.

Le matériel d'intervention doit comprendre, au minimum, les équipements de protection individuelle suivants :

- 2 combinaisons de protection chimique de type EN adaptée aux risques ;
- des masques respiratoires équipés de filtres à particules ;
- un poste d'eau à débit abondant ;
- des fontaines oculaires et douches de sécurité ;
- des gants et lunettes de protection.

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence de 3 masques ABEK1 avec 2 jeux de cartouches neuves ; au moins deux combinaisons de protection chimique avec capuche; un poste RIA vérifié (vu rapport MADIS du 20/02/2024) à proximité de la zone chimie minérale ; une fontaine oculaire et une douche de sécurité à proximité de la zone de mélange chimie minérale ; des gants de protection adaptés et des lunettes de protection.

Le site dispose également de 4 Appareils Respiratoires Isolants qui sont présents dans le bâtiment administratif.

L'exploitant indique que la tenue de travail quotidienne des opérateurs est composée de la combinaison, des gants et des lunettes. Une « revue de paquetage » est réalisée deux fois par an avec le personnel (vérification des masques, combinaisons, gants, lunettes).

La douche de sécurité et la fontaine oculaire de la zone chimie minérale ont été testés avec succès lors de la visite. L'exploitant indique que leur test est fait quotidiennement lors des contrôles de début/fin de journée (vu fiche de contrôle du 09/10/2024 - OK).

Concernant la formation à l'emploi de ces matériels, l'exploitant indique faire des formations en e-learning pour tous les nouveaux arrivants et le recyclage des autres pour le rinçage d'urgence (vu justificatifs transmis par courriel du 14/10/2024).

L'exploitant n'a pas présenté les justificatifs de formation pour l'utilisation des masques et des RIA.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit s'assurer de la formation de son personnel à l'emploi des matériels de protection y compris les masques et les RIA d'ici le 31/03/2025. Les justificatifs seront tenus à la disposition de l'inspection et seront examinés lors d'une prochaine visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 31/03/2025

#### Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/05/2021, article 8.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de lessive de soude
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bases visées sont ininflammables et inexposibles. Cependant, la dilution des lessives de soude ou de potasse avec l'eau ou simplement la présence d'humidité, s'accompagne d'un fort dégagement de chaleur, suffisant pour enflammer des matières combustibles. Le surchauffage d'un conteneur de l'une des bases visées accélère la corrosion du métal. En cas d'incendie, il convient de refroidir par pulvérisation d'eau le récipient pour éviter la rupture ou la corrosion, en poursuivant l'opération longtemps après la fin de l'incendie. Lors de l'intervention, il convient de veiller à ne pas introduire d'eau à l'intérieur des récipients de stockage.</p> <p>Du fait de l'action corrosive sur certains métaux, un dégagement d'hydrogène peut se produire induisant une source potentielle d'explosion.</p> <p>Un panneau signalisateur indiquera la nature du dépôt de manière qu'en cas d'intervention les pompiers soient prévenus du danger que présente la projection d'eau sans précautions sur les bases concernées. Il précisera explicitement les moyens spécifiques d'extinction à employer.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les lessives de soude et de potasse sont stockées en cuves inox munies d'évent à col de cygne. L'exploitant indique ne pas partager l'analyse des risques liés à la situation d'urgence mentionnée dans la prescription. Il indique que les opérations de dilution pour passer de soude à 50 % vers de la soude à 30 % ne prévoient pas de disposition particulière.</p> <p>La fiche de données de sécurité ne prévoit pas de disposition spécifique en cas d'incendie. Elle préconise même le refroidissement à jet d'eau à grand débit. Il n'y a pas de conseil de prudence en ce sens. L'inspection a consulté plusieurs FDS du même produit : les consignes sont divergentes en fonction des FDS.</p> <p>Il n'y a pas de classification harmonisée au titre du règlement CLP.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis de panneau signalisateur indiquant les moyens spécifiques d'extinction à employer sur la zone de stockage des lessives de soude et de potasse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de s'assurer des bonnes conditions d'intervention en cas de sinistre et de mettre en place les affichages appropriés.</p> <p>En vue de répondre à des objectifs similaires à ceux prévus par l'arrêté préfectoral basé sur l'arrêté ministériel 1630, l'exploitant doit veiller à localiser sur un plan prévu pour les secours les cuves de</p>

lessives de soude et de potasse. Il veillera à tenir à la disposition des services de secours les fiches de données de sécurité de ces substances afin que l'intervention soit menée dans de bonnes conditions de sécurité pour les services de secours. Ce point ne sera pas suivi par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

Équipements soumis au PMII

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1 et 4-2

**Thème(s) :** Risques accidentels, PMII

**Prescription contrôlée :**

4-1. Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir.

Pour les réservoirs mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;
- le programme d'inspection est défini avant le 30 juin 2012.

Pour les réservoirs mis en service à compter du 1er janvier 2011, le programme d'inspection est défini au plus tard douze mois après la date de mise en service.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la liste des équipements du site concernés par le plan de modernisation



des installations industrielles (PM2I).

La cuve d'hypochlorite de sodium (eau de Javel) de 40 m<sup>3</sup> est concernée (mention de dangers H410 et volume > 10 m<sup>3</sup>).

La cuve d'acide nitrique 58 % n'est pas concernée mais l'exploitant souhaite la suivre la même manière au titre du PM2I.

A noter que le stockage d'eau de Javel a été déplacé sur une autre cuve courant 2024 suite à la détection d'une fuite en pied de cuve sur la cuve n°10. L'eau de Javel est désormais dans la cuve n°2 de la zone « chimie minérale ». L'inspection a été informée de ce point vers la fin de la visite, après le contrôle du PMII de la cuve n°10. Une fiche interne de demande de modification du 05/06/2024 de la cuve n° 2 indique que les organes de sécurité ont été transférés sur la cuve n°2 (pressostat, lame anti-débordement, jauges électroniques et mécaniques). Par courriel du 14/10/2024, l'exploitant a transmis une mise à jour du POI en ce sens.

**Type de suites proposées :** Sans suite

PMII capacités (réservoirs horizontaux)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

**Thème(s) :** Risques accidentels, PMII

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et

2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou

3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou[...]

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.

#### **Constats :**

Le réservoir horizontal de solvant située dans la cuvette Nord a une contenance de 101 m<sup>3</sup>. Il est compartimenté en 11 x 8 m<sup>3</sup> + 1 x 13 m<sup>3</sup>. Il contient des produits CMR et dangereux pour l'environnement H411.

Cependant, le DT90 exclut les réservoirs cylindriques horizontaux car la définition prévoit « Un réservoir n'est pas une capacité visée par ailleurs par le chapitre 2.3 du présent guide (un réservoir a une fonction de stockage). » Aussi, ce réservoir sort du champ d'application du PM2I.

**Type de suites proposées :** Sans suite

NC5\_2024 - PMII MMRi pressostat cuve de Javel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 7

**Thème(s) :** Risques accidentels, PMII

#### **Prescription contrôlée :**

Le présent article est applicable aux mesures de maîtrise des risques, c'est-à-dire aux ensembles d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité visées par l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé et présentes au sein d'un « établissement comportant au moins une installation seuil bas ou seuil haut définie à l'article R. 511-10 du code de l'environnement ».

Sont exclues du champ d'application de cet article les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité dont la défaillance n'est pas susceptible de remettre en cause de façon importante la sécurité lorsque cette estimation de l'importance est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

L'exploitant réalise un état initial des équipements techniques contribuant à ces mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité.

A l'issue de cet état initial, il élabore un programme de surveillance des équipements contribuant à ces mesures de maîtrise des risques.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, soit sur la base d'une

méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Par ailleurs, pour les mesures de maîtrise des risques mettant en œuvre de l'instrumentation de sécurité dont il apparaît lors de l'état initial qu'elle n'a jamais fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement, un tel contrôle est réalisé avant le 30 juin 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2013 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2014.

Pour les équipements contribuant aux mesures de maîtrise des risques visées par le présent article et mis en services à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service.

#### **Constats :**

La MMRI contrôlée est le pressostat sur la cuve n°10 d'eau de Javel.

Par courriel du 15/10/2024, l'exploitant a transmis :

- le rapport de contrôle de la chaîne MMRI du pressostat d'avril 2018 par la société MCAI qui conclut au bon fonctionnement de la chaîne de sécurité ;
- le rapport de contrôle du 27/03/2024 par la société JMO qui atteste du bon fonctionnement de cette même chaîne de mesure ;
- le rapport de contrôle de la chaîne MMRI du pressostat de juin 2019 par la société MCAI qui conclut au bon fonctionnement de la chaîne de sécurité ;
- le rapport de contrôle du pressostat sur la cuve de Javel du 08/02/2021 par la société JMO.

L'état initial et le programme de surveillance du pressostat n'a pas été présenté.

L'exploitant a indiqué que le pressostat a été déplacé sur la cuve n°2 suite à la réaffectation de l'eau de Javel à la cuve n°2 courant de l'été 2024. Le rapport de contrôle de la MMRI du pressostat monté sur la cuve n°2 n'a pas été transmis.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre l'état initial du pressostat de la cuve d'eau de Javel et le programme de surveillance. Le rapport de contrôle de cette MMRI mise en place sur la cuve n°2 doit également être transmis d'ici le 15/11/2024. L'exploitant veillera à disposer de rapports mentionnant le test complet de la chaîne MMR, tel que celui de 2024 car celui de 2021 n'est pas complet.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

NC6\_2024 – PMII cuve de Javel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 8

**Thème(s) :** Risques accidentels, PMII

**Prescription contrôlée :**

L'état initial, les programmes d'inspection ou de surveillance ainsi que les plans d'inspection ou de surveillance mentionnés aux articles 3 à 7 peuvent être établis selon les recommandations de guides professionnels reconnus par le ministre chargé de l'environnement.

Ces guides définissent :

- les règles d'estimation de l'importance du risque environnemental lorsque les articles précédents le prévoient ;
- les règles de réalisation de l'état initial ;
- les modalités d'établissement des plans d'inspection ou de surveillance et de maintenance éventuelle ;
- le délai de mise en application des révisions du guide lors de chaque révision.

Pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant :

- l'état initial de l'équipement ;
- la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ;
- les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ;
- les interventions éventuellement menées.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et est aisément consultable lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Ce dossier peut constituer le dossier mentionné au 3 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement .

Lorsque les documents mentionnés ci-dessus sont établis sur la base d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement, les révisions du guide sont prises en compte par l'exploitant dans le délai fixé par ces révisions.

#### **Constats :**

État initial :La cuve n°10 date de 2003. L'exploitant a présenté le plan de la cuve du 03/05/2002 (V=40 m<sup>3</sup> ; hauteur = 6,1 m ; diamètre intérieur = 2,9 m ; matériau = PEHD ; fabricant : ALLIBERT). L'exploitant indique ne pas disposer du code ou norme de construction ni de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir. Au jour de la visite, ce réservoir est déconnecté et non utilisé. L'exploitant indique que son remplacement est prévu pour fin novembre 2024. L'exploitant ne dispose pas d'un état initial complet pour la cuve n°10.

Programme et inspection : L'exploitant indique que le programme d'inspection et le plan d'inspection de cette cuve ont été établis sur le document technique DT94. Il est prévu une visite de routine annuelle et une visite externe détaillée tous les 5 ans. Les documents relatifs à la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement n'ont pas été vérifiés.

L'exploitant a présenté les rapports de visite de routine de la cuve n°10, du 17/10/2023 et du 28/01/2021. La visite externe détaillée a été réalisée en 2022.

Par courriel du 14/10/2024, l'exploitant a transmis le rapport de visite de routine de la cuve n°2 du 09/10/2024. Le dispositif de mesure de niveau est en état « dégradé ». L'exploitant a prévu de repasser l'eau de Javel sur la cuve n°10 une fois celle-ci remplacée.

Les visites de routine sont réalisées par du personnel BRENNTAG. Le responsable maintenance est chargé de réaliser la formation des autres agents du service maintenance pour réaliser les visites de routine. Un canevas fait en interne sur la base du DT94 est mis à leur disposition pour les contrôles.

Le DT94 prévoit au point 9.1.1 . que les opérateurs sont des personnels internes ou externes dûment qualifiés pour les visites de routine. L'exploitant n'a pas justifié de la qualification du personnel réalisant les visites de routine.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à disposer de l'intégralité des documents sur l'état initial de la future cuve qui contiendra l'eau de Javel, y compris les codes de construction, épreuve hydraulique et l'historique des interventions et rapports de contrôle. Ces éléments seront transmis à l'inspection sous 1 mois suivant la mise en service de la future cuve.

L'exploitant doit justifier de la qualification du personnel en charge des visites de routine d'ici le 31/03/2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 31/03/2025

NC8\_2024 - Absence de la cuve de butyle glycol dans l'EDD

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Étude de dangers

**Prescription contrôlée :**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

**Constats :**

La cuve contenant 30 m<sup>3</sup> de butyle glycol n'est pas mentionnée dans l'étude de dangers. Cette substance est classée toxique par inhalation H331. L'installation est autorisée à détenir jusqu'à 73,4 t de produits classés 4130-2 (A). L'exploitant dispose donc des autorisations pour détenir ce type de produits. Cependant, l'étude de dangers doit recenser l'ensemble des risques présentés par les substances présentes sur site. Le butyle glycol est mentionné mais les risques associés à

une perte de confinement d'un volume significatif de 30 m <sup>3</sup> ne sont pas détaillés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'étude de dangers doit être mise à jour en tenant compte des risques associés à la présence de 30 m <sup>3</sup> butyle glycol en vrac d'ici le 31/01/2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 31/01/2025

NC9\_2024 – Mauvais état de la cuve de LI et support de cuves de mélange

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/01/2007, article 8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, PMII
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] - Produits en réservoirs (vrac)  Les réservoirs doivent être maintenus en parfait état.[...]  Les réservoirs reposent, soit sur un massif, soit sur une charpente. Dans tous les cas, leur installation doit permettre d'accéder facilement autour des bacs pour déceler les suintements, fissurations, corrosions éventuelles des parois latérales.</p> <p>On devra procéder périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et, éventuellement, du fond des réservoirs. Ces examens seront effectués, chaque année, par un organisme agréé et compétent, sans que l'intervalle séparant deux inspections puisse excéder 12 mois.</p> <p>[...] Si ces examens révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion d'aspect anormal, l'exploitant procédera à la vidange complète du réservoir, après avoir pris les précautions nécessaires, afin d'en déceler les causes et y remédier.</p> <p>L'exploitant devra, de même, vérifier le bon état des charpentes métalliques supportant les réservoirs et s'assurer qu'aucune corrosion grave provenant des fuites du liquide stocké ne s'est produite.</p> <p>La date des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial. [...]</p> <p>L'alimentation du réservoir se fait au moyen de canalisation en matériaux résistant à l'action chimique du liquide ; le bon état de ces canalisations doit être vérifiés fréquemment. [...]</p> <p>Si les réservoirs sont installés en surélévation, ils doivent être placés sur des bâtis ou supports construits suivant les règles de l'art et offrant, en permanence, toutes garanties de résistance mécanique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La cuve de 101 m<sup>3</sup> contenant des liquides inflammables présente des zones de corrosion de surface importante. L'inspection ne considère pas que cela relève d'un bon état de la cuve. L'exploitant indique avoir sollicité des devis pour refaire l'anti-corrosion et la peinture de la cuve.</p>

Le support des cuves de mélanges n°13 et 14 de la zone chimie minérale présente un début de corrosion (peinture abîmée).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre d'ici le 30/11/2024 un plan d'actions avec échéancier visant la remise en état de la cuve de 101 m <sup>3</sup> de liquides inflammables et le support des cuves de mélanges n°13 et 14 de la zone chimie minérale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30/11/2024

Sondes pH dans réseau EP zone acide/base petits contenants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.
<b>Constats :</b>  Le site dispose de 2 zones stockage de produits en petits contenants au Nord du site : une pour les acides, une pour les bases. Les eaux pluviales ou épandages issus de ces zones sont collectées au bassin de confinement du site. Le bassin de confinement constitue la rétention déportée de ces deux zones. Afin de ne pas risquer de mettre en contact des produits incompatibles, des vannes asservies au pH ont été mises en place dans les regards de collecte des eaux pluviales de ces zones.  L'inspection a constaté que la vanne de la zone de stockage des petits contenants de produits acides était ouverte. Le pH reporté dans le bâtiment attenant à cette zone indique que le pH est de 9,2. L'exploitant a déclaré qu'il n'y a aucun produit basique dans cette zone dédiée aux acides.  Le pH de la zone basique reporté était de 7,8. Par courriel du 14/10/2024, l'exploitant a indiqué les éléments suivants : « pH anormalement basique en zone acide : En ce qui concerne le pH basique observé en zone acide, l'hypothèse retenue est que le ciment utilisé lors de récents travaux se soit infiltré dans le réseau par écoulement avec les dernières pluies. Nous allons rappeler les entreprises concernées à l'ordre et veiller à ce que cette situation ne se reproduise plus. Quant à la vanne de barrage, elle est restée ouverte car le pH en zone acide était supérieur à 5.5 ; il en serait de même pour la zone basique si le pH est inférieur à 8.5 (le bassin de confinement restant le rempart contre toutes les anomalies de pH). »  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il envisage de rajouter un contrôle journalier des valeurs de pH lors de la ronde d'ouverture/fermeture du dépôt afin d'identifier les potentiels écarts. Normalement, un report d'alarme est réalisé en cas de fermeture des vannes. L'exploitant indique qu'un recalibrage mensuel des pHmètres est réalisé et que le test complet de la chaîne de sécurité

est réalisé annuellement.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**Annexe confidentielle**

**Non communicable au public**

**Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible <sup>(1)</sup>
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Quantités de LI/Javel sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2024, article 3

Information confidentielle :

L'exploitant a présenté l'état des stocks du jour. La règle des cumuls est calculée chaque jour. Pour le 10/10/2024, pour le seuil bas :

Sa = 0,96 ;

Sb = 0,02 ;

Sc = 1,43 ;

dépassement direct du seuil bas avec 138 t de produits 4510.

4331 : la quantité présente de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 le jour de la visite est de 46,57 t. L'exploitant respecte son arrêté.

4734 : la quantité présente de produits pétroliers relevant de la rubrique 4734 le jour de la visite est de 13,2 t. L'exploitant respecte son arrêté.

4510 : la quantité de produits très dangereux pour l'environnement présent le jour de la visite (principalement eau de Javel) est de 138 t. L'exploitant respecte son arrêté.

4741 : l'exploitant indique ne pas avoir de produits à base d'eau de Javel dilué à moins de 5 % de chlore actif. L'activité est non classable.